



A Bordeaux, les violences institutionnelles s'acharnent sur les réfugiés

Alors que des multinationales occidentales s'engraissent en Afrique et ailleurs (Calvin Klein fait confectionner des vêtements par des travailleuses Éthiopiennes payées 23€ par mois, Total voit le tiers de ses activités se faire sur le continent Africain...), pendant ce temps, en France, les réfugiés fuyant la misère et les guerres ainsi générées sont victimes de violences d'État.

Depuis plusieurs semaines, les squats solidaires se font expulser un à un sur Bordeaux et ses environs. La politique de non accueil mise en place par Emmanuel MACRON et Christophe CASTANER est suivie au pied de la lettre par Fabienne BUCCIO préfète de la Nouvelle Aquitaine.

Solidaires 33 dénonce ces expulsions inhumaines menées même en plein plan canicule qui, depuis fin Mai 2019, ont mis près de 500 personnes à la rue.

Ces mêmes institutions qui, d'un côté, ont demandé l'expulsion de certains de ces squats, sont défailtantes vis-à-vis de leurs responsabilités de prise en charge des populations à la rue. Ces mêmes institutions ont proposé l'ouverture de deux gymnases dont un 1er pour le vendredi 19 Juillet 2019, qui se serait avéré insalubre, et donc est resté fermé. Depuis, aucune solution n'est proposée, tout le monde se renvoyant la balle... et les expulsés sont toujours à la rue.

L'urgence n'est pas de vider les squats, mais de trouver une solution pour la mise à l'abri de leurs habitants.

Vivre en squat insalubre est un choix par défaut, mettre à la rue leurs habitants sous couvert de les protéger est, au-delà du mensonge (la préfète affirme qu'il n'y a pas d'expulsions sans solutions de logement, hormis à dire que la rue est une solution, la préfète ment), proche de la maltraitance, proche de la mise en danger de la vie d'autrui.

En effet, les rares propositions de logement (pour à peine quelques jours) ne sont que de la poudre aux yeux, car l'écrasante majorité est jetée à la rue.

Après avoir expulsé les habitants de la "jungle" de Calais, Fabienne BUCCIO se laisserait-elle attirer par l'idée que la répression paye à Bordeaux ? (Didier LALLEMENT a été promu préfet de Paris alors que responsable des mutilations de nombreux Gilets Jaunes sur Bordeaux).

Reprenant les idées de l'extrême droite, Fabienne BUCCIO disant ne pas vouloir faire "d'appel d'air", prive de fait d'eau, de toit ces expulsés. Or ces expulsions n'ont pour seul but que de satisfaire la volonté de spéculation immobilière.

Pour preuve, lors de l'évacuation de certains squats, les menuiseries et toitures de ces habitats ont été arrachées en partie afin de s'assurer qu'ils ne seront pas réoccupés.

Ce fut le cas des maisons appartenant à Ariane Groupe, groupe connu pour sa fortune issue en partie du business autour de la guerre, guerres qui génèrent inévitablement des migrations...

En même temps elle terrorise les migrant.es. Leurs affaires, leurs papiers, sont saccagés et jetés au cours de ces expulsions particulièrement traumatisantes.

Alors que 2000 personnes vivent dans les rues de Bordeaux, la métropole Bordelaise compte plus de 20 000 logements vacants, ce ne sont donc pas les solutions qui manquent.

Ces expulsions ont pour résultat un transfert des responsabilités des institutions vers les syndicats, associations, collectifs et autres citoyen.nes solidaires...

Solidaires 33 tient à souligner l'énorme réseau de solidarité qui s'est mis en place, et ce, même en plein été. Nous vous invitons d'ailleurs à le rejoindre quelle que soit l'aide que vous pouvez apporter.

Ce réseau de solidarité, composé de militant.es actif.ves de Solidaires 33, de syndicalistes, d'associations, de collectifs, de citoyen.nes, de voisin.es et même de touristes, propose un accueil de jour à l'Athénée Libertaire et un accueil de nuit à la Bourse du Travail.

Solidaires 33, présent dans les luttes anticapitalistes, défend plus que jamais un modèle internationaliste basé sur la solidarité entre toutes et tous

Solidaires 33 exige :

- Qu'une solution d'hébergement digne et pérenne soit trouvée pour chaque personne déjà expulsée.
- L'arrêt pur et simple des projets d'expulsions encore prévus sans qu'une solution d'hébergement digne et pérenne ne soit trouvée pour chaque personne expulsée.
- La démission de la préfète de Gironde, et de Nouvelle-Aquitaine, Fabienne BUCCIO.
- La mise en place de réquisition de logements vides par la préfecture comme la loi le prévoit si les lieux d'accueils sont sous dimensionnés
- La régularisation de tou.tes les sans papiers

Bordeaux, le mardi 30 juillet 2019